

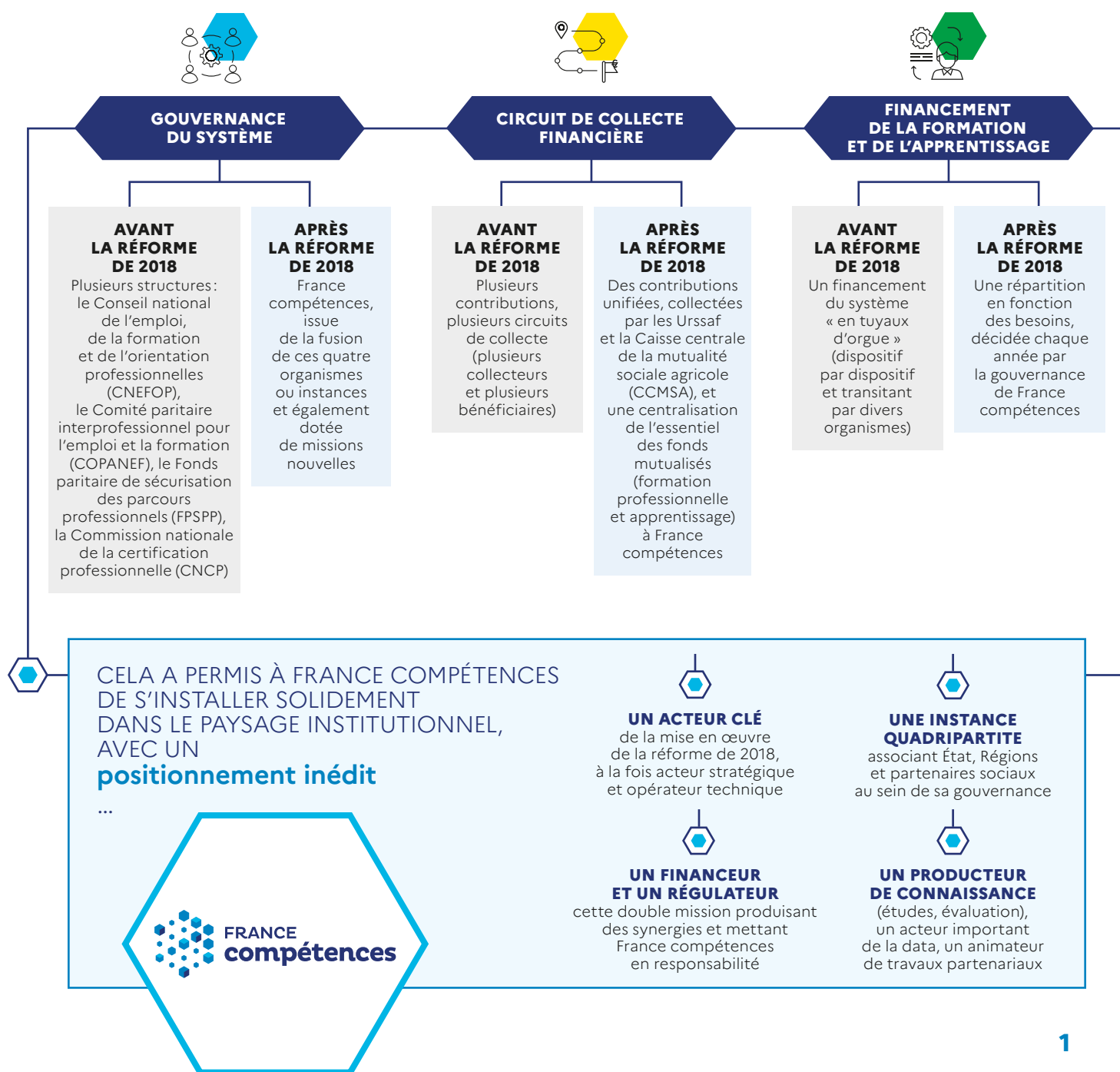
RÉTROSPECTIVE 2019-2025

► sept années au service du développement des compétences et de la transformation du système de formation professionnelle et d'apprentissage

Le bilan de l'année 2025 et la signature de la nouvelle COP pour la période 2026-2028 sont l'occasion de porter un regard rétrospectif sur les premières années d'existence de France compétences, depuis sa création au 1^{er} janvier 2019.

France compétences est le résultat d'une volonté forte de simplification et de plus grande lisibilité du paysage institutionnel de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

1. Un acteur de la simplification du paysage institutionnel



2. Des résultats

Quelques exemples de résultats obtenus sont ici mis en exergue (même s'ils ne reflètent qu'une partie de l'activité de France compétences).

EXEMPLE 1: LES CERTIFICATIONS PROFESSIONNELLES

Objectifs

La régulation des certifications au service de la qualité, de la lisibilité et de l'adaptation aux besoins.

Résultats

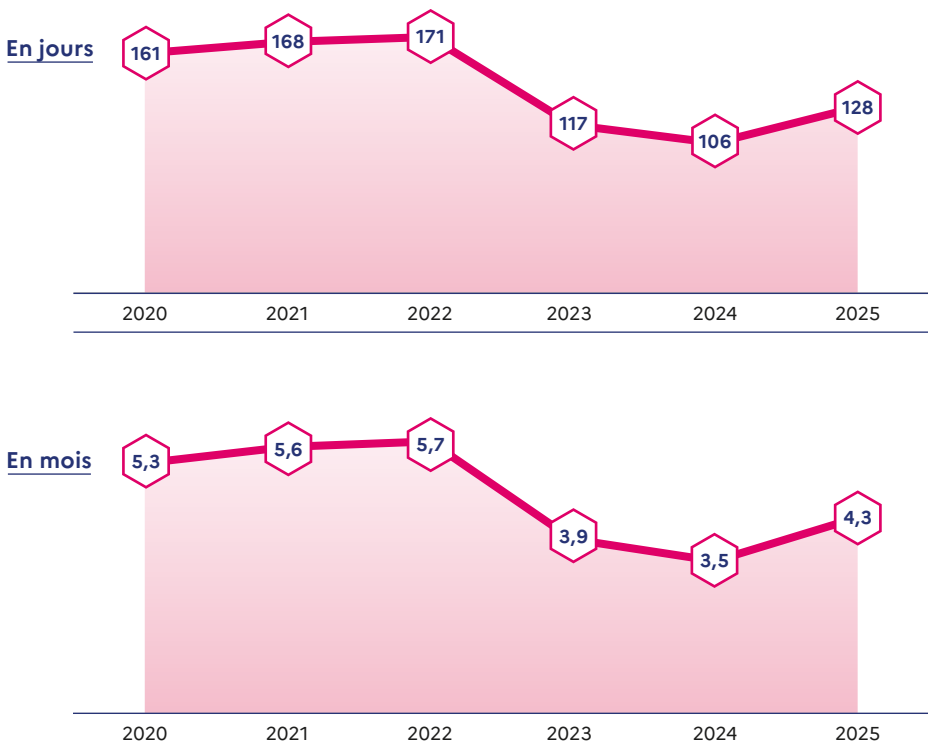
Un paysage des certifications professionnelles profondément transformé en quelques années.

UNE PLUS GRANDE LISIBILITÉ DU PAYSAGE DES CERTIFICATIONS,
PERMISE PAR UNE EXIGENCE ACCRUE EN MATIÈRE DE QUALITÉ

Fiches actives	Situation au 31/12/2018	Situation au 31/12/2025	Variation
RNCP	7 966	5 074 (dont 2 939 au nom de l'État)	- 36 %
RS	2 178	1 490 (dont 175 au nom de l'État)	- 32 %
Total	10 144	6 564	- 35 %

DES DÉLAIS D'INSTRUCTION EN BAISSÉ POUR L'ENREGISTREMENT AU RNCP

Évolution 2020-2025 du délai d'instruction des demandes d'enregistrement au RNCP



EXEMPLE 2 : L'APPRENTISSAGE

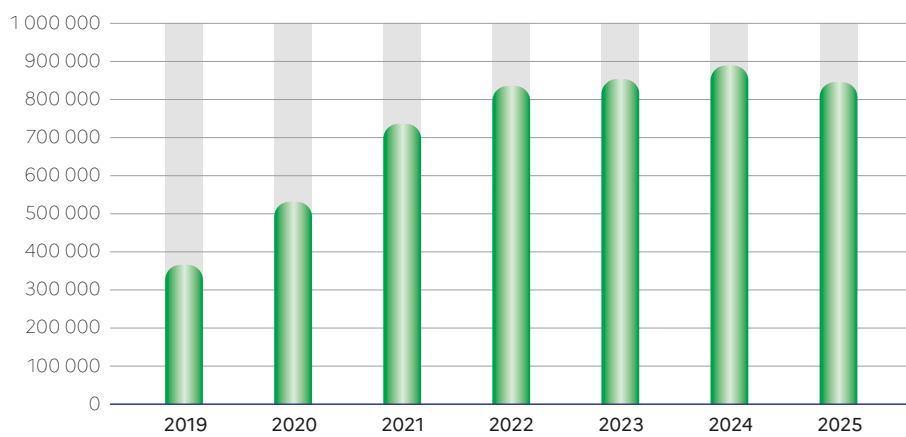
Objectifs

Financer le développement de l'apprentissage, en régulant par les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage (et non par une limitation des volumes).

Résultats

- › En 2019, une mise en œuvre de la réforme dans un temps record.
- › Un accompagnement financier par France compétences qui a permis un essor historique de l'apprentissage.
- › Une régulation progressive des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage, assurant désormais la soutenabilité financière du système.

UN DÉVELOPPEMENT HISTORIQUE DE L'APPRENTISSAGE



Source : données Dares, Poem, mai 2026.

EXEMPLE 3 : LE CONSEIL EN ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE (CEP)

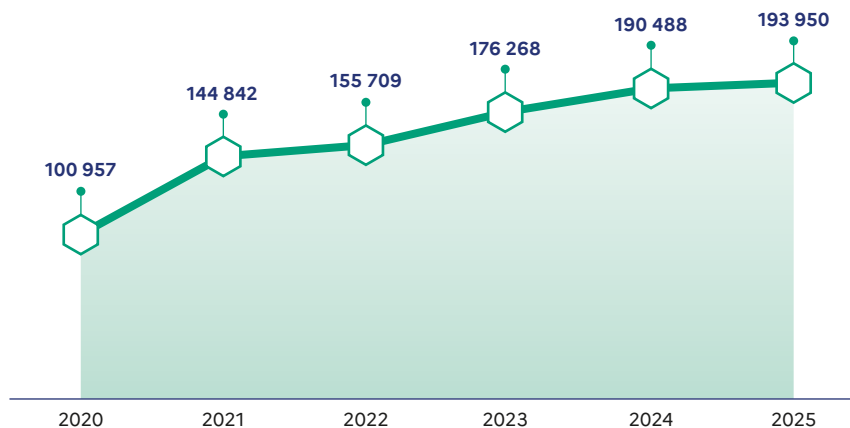
Objectifs

Mettre en place pour les actifs occupés une offre de service CEP dans les territoires (un opérateur « Avenir Actifs » par région, sélectionné et financé par France compétences dans le cadre d'un marché public).

Résultats

Un développement du recours au CEP presque multiplié par deux, tout en augmentant la qualité du service rendu aux usagers (2025 : taux de satisfaction de 94,9 %).

MON CEP PAR AVENIR ACTIFS ENTRE 2020 ET 2025 (en nombre d'entrées)



3. Le redressement de la situation financière

La période 2019-2025 a été marquée par :

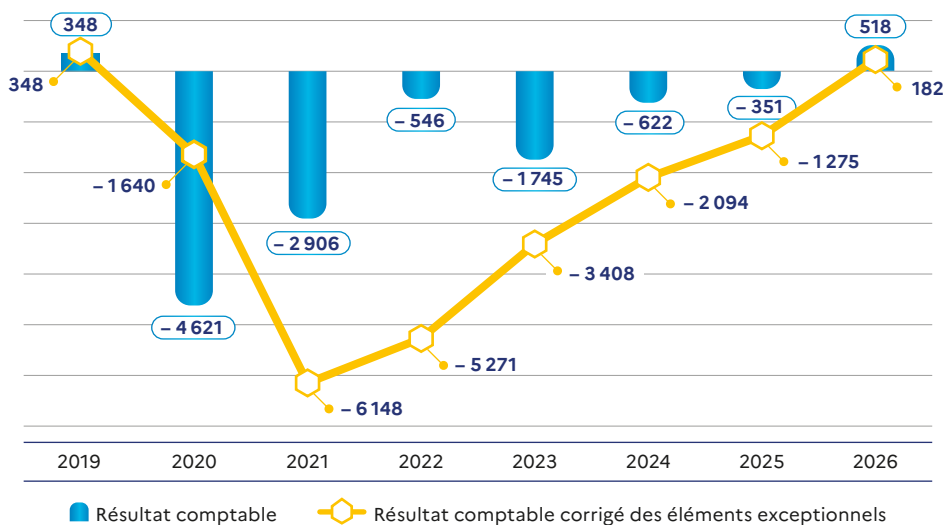
- › une période de forte dégradation de la situation financière de France compétences (qui n'est que le reflet des déséquilibres financiers de l'ensemble du système, puisque France compétences joue un rôle de réassureur final d'un certain nombre d'acteurs), avec :
 - la récupération du stock de contrats d'apprentissage antérieurs à 2020 qui impliquait un déficit comptable initial pour France compétences (à hauteur de 3,3 milliards d'euros),
 - un succès considérable de l'apprentissage (supérieur aux estimations initiales) ainsi qu'une forte dynamique du Compte personnel de formation (CPE),
 - une contribution exceptionnelle importante au Plan d'investissement dans les compétences (PIC),
 - une perte importante de ressources durant la crise sanitaire ;

› une période de redressement progressif de cette situation financière, avec :

- des mesures de régulation par France compétences, essentiellement en matière d'enregistrement des certifications professionnelles et en matière de niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage ;
- des mesures prises par l'État (régulation du CPF, diminution de la contribution de France compétences au PIC, versement d'une dotation annuelle à France compétences pour limiter les besoins de recours aux concours bancaires).

Le graphique ci-dessous illustre le fait que les efforts menés ont progressivement porté leurs fruits s'agissant du niveau du solde annuel budgétaire, ce qui a permis l'adoption d'un budget prévisionnel excédentaire pour 2026.

ANALYSE DES RÉSULTATS FINANCIERS DE FRANCE COMPÉTENCES SUR HUIT ANS (en M€)



Résultat : 2020-2025 : comptes de résultats définitifs ; 2026 : budget rectificatif adopté en avril 2026.

Résultat corrigé : données « hors dotation État » et corrigées d'un certain nombre d'éléments conjoncturels (ressources exceptionnelles, impact des décalages d'enregistrement de contrats d'apprentissage d'une année sur l'autre, etc.).